



Résultats économiques des exploitations en 2014

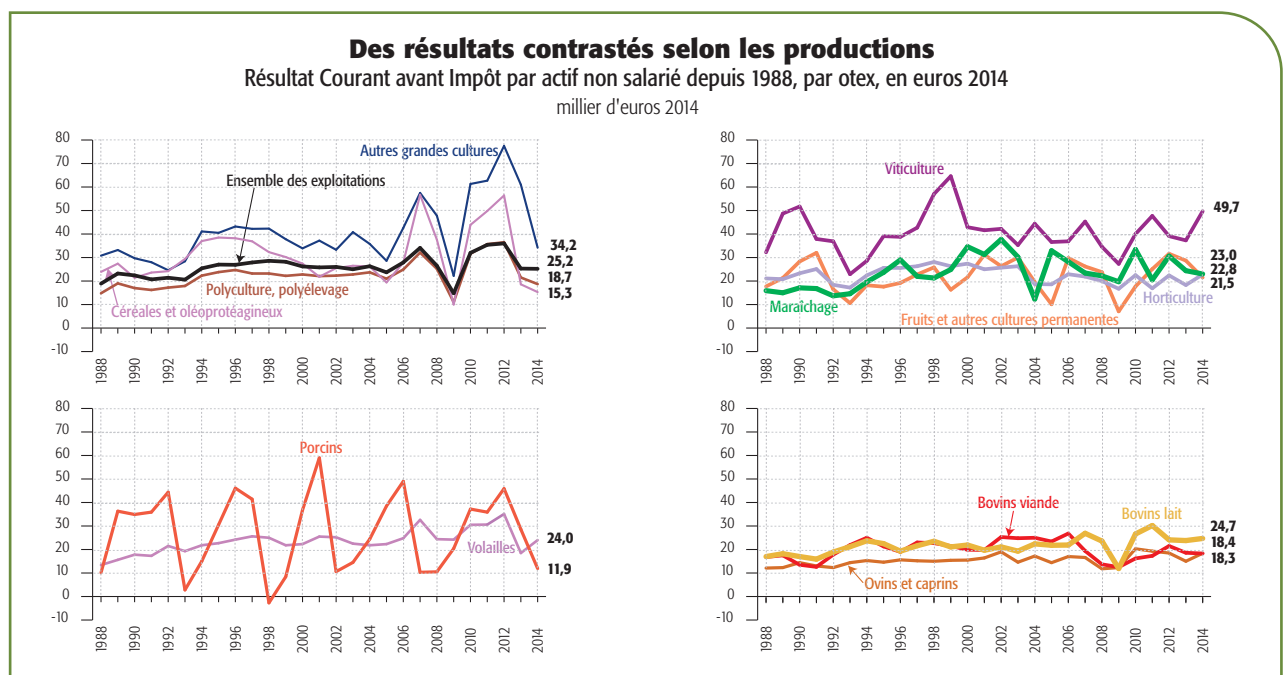
Un résultat moyen proche du début des années 2000 mais des évolutions contrastées selon les orientations

En 2014, le résultat moyen des exploitations moyennes et grandes se maintient par rapport à 2013 et s'établit à 25 200 € par actif non salarié, un niveau proche du résultat du début des années 2000. Cette stabilité globale masque toutefois des évolutions contrastées selon les orientations. La dispersion des résultats se réduit en 2014, mais demeure élevée, un quart des exploitations dégagant moins de 6 600 € par actif non salarié, et un quart plus de 34 500 € par actif non salarié. La baisse des investissements amorcée en 2013 se poursuit (- 5 %) et la dette moyenne des exploitations agricoles est en hausse (+ 3 %), à 186 600 € en moyenne.

Après la forte baisse de 2013, ayant succédé à trois années de résultats exceptionnellement élevés, les résultats économiques des exploitations agricoles en 2014 se maintiennent globalement.

Le résultat courant avant impôt (RCAI), rapporté à l'unité de travail non salariée (Utans) s'établit, en moyenne, à 25 200 € en 2014. Ce niveau est proche du résultat moyen du début des années 2000, période

qui a laissé place à de fortes fluctuations, sur fond d'instabilité des prix des grandes cultures. Les situations sont toutefois contrastées selon les orientations.



Source : SSP - Agreste - Rica

►► Baisse des prix et des résultats en grandes cultures

Les résultats des exploitations spécialisées en céréales, oléagineux et protéagineux (COP), très chahutés ces dernières années, poursuivent leur repli en 2014. La diminution des charges d'approvisionnement, suite à la baisse des prix des intrants, ne permet pas de compenser les fortes baisses de prix (- 15 % environ) ainsi que la baisse des subventions. L'excédent brut d'exploitation (EBE), indicateur des ressources dégagées par le processus de production, s'établit en 2014 à 53 100 € en moyenne par exploitation. Compte tenu du poids des amortissements, le RCAI moyen est de 18 700 € en 2014, soit 15 300 € par actif non salarié. Ce niveau, bien que supérieur au point bas de 2009, est inférieur de 37 % au résultat moyen observé sur la période 2000-2005.

La dégradation des résultats en 2014 est également marquée pour les exploitations spécialisées dans la production de plantes sarclées, de légumes de plein champ ou combinant diverses grandes cultures, du fait notamment des fortes baisses de prix des betteraves et des pommes de terre. Bien qu'en net repli, le RCAI par Utans, de 34 200 € en 2014, reste néanmoins l'un des plus élevés en

2014 après la viticulture. Il retrouve par ailleurs un niveau équivalent à celui du début des années 2000.

Forte baisse des résultats pour les éleveurs de porcs, rebond pour les éleveurs de volailles après le creux de 2013

L'année 2014 correspond à une année de creux dans les évolutions cycliques des résultats des élevages porcins, dans un contexte de forte baisse du prix du porc. Leur EBE s'établit à 75 900 € en moyenne en 2014, mais, du fait de l'importance des amortissements, le RCAI n'est que de 17 100 € en moyenne, soit 11 900 € par Utans. Ce niveau est proche des niveaux bas de 1988, 2002 ou encore 2007-2008. Pour les éleveurs de volailles, les résultats se rétablissent à un niveau équivalent à celui du début des années 2000, après le point bas de 2013. Le RCAI par Utans, de 24 000 € en moyenne, demeure toutefois inférieur de 14 % au résultat moyen des cinq dernières années.

Relative stabilité des résultats pour les éleveurs de bovins, hausse pour les éleveurs d'ovins ou de caprins

Dans un contexte d'évolution favorable du prix du lait, les résultats des

éleveurs laitiers sont en légère hausse en 2014. Le RCAI par Utans s'élève à 24 700 € en 2014, un niveau un peu au-dessus de la moyenne des 5 dernières années (+ 6 %) et supérieur à la moyenne du début des années 2000 (+ 17 %). Pour les éleveurs de bovins viande, la situation est relativement stable, avec un excédent brut d'exploitation de 48 200 € par exploitation, toujours l'un des plus bas niveaux par orientation. Le RCAI par Utans est de 18 300 € en 2014. Ce niveau, bien qu'un peu au-dessus du résultat moyen des 5 dernières années (+ 6 %), est inférieur de 21 % à la moyenne observée entre 2000 et 2005. Pour les éleveurs d'ovins ou de caprins, le RCAI par Utans, de 18 400 €, est en hausse et retrouve son niveau de 2012.

Résultats en hausse en viticulture, en baisse en maraîchage et arboriculture

Les exploitations viticoles ont, en moyenne, bénéficié en 2014 d'une hausse des prix de vente des vins. Leur EBE moyen s'établit à 92 100 € et le RCAI à 64 700 €. À 49 700 €, le RCAI par Utans est le plus élevé de l'ensemble des orientations productives mais reste inférieur aux niveaux exceptionnellement hauts



Indicateurs de synthèse en 2014

Orientation	Effectif	SAU ha	Utans	EBE €	RCAI €	RCAI/Utans €
Céréales, oléoprotéagineux	53 048	125	1,2	53 100	18 700	15 300
Autres grandes cultures	18 268	122	1,4	94 000	46 400	34 200
Maraîchage	4 264	12	1,5	62 100	33 700	23 000
Horticulture	6 135	8	1,5	57 100	33 300	22 800
Viticulture	44 728	24	1,3	92 100	64 700	49 700
Fruits, autres cultures permanentes	7 180	32	1,5	62 100	31 800	21 500
Bovins lait	45 451	92	1,7	84 200	41 500	24 700
Bovins viande	32 834	107	1,3	48 200	23 300	18 300
Bovins mixte	8 451	132	1,8	91 900	41 200	22 700
Ovins, caprins	13 573	92	1,4	50 900	26 200	18 400
Porcins	5 709	65	1,4	75 900	17 100	11 900
Volailles	12 101	50	1,4	77 200	33 600	24 000
Granivores mixte	5 395	97	2,0	94 300	44 600	22 000
Polyculture, polyélevage	35 388	122	1,6	76 400	29 400	18 700
Ensemble	298 893	89	1,4	72 500	36 100	25 200

Source : SSP - Agreste - Rica

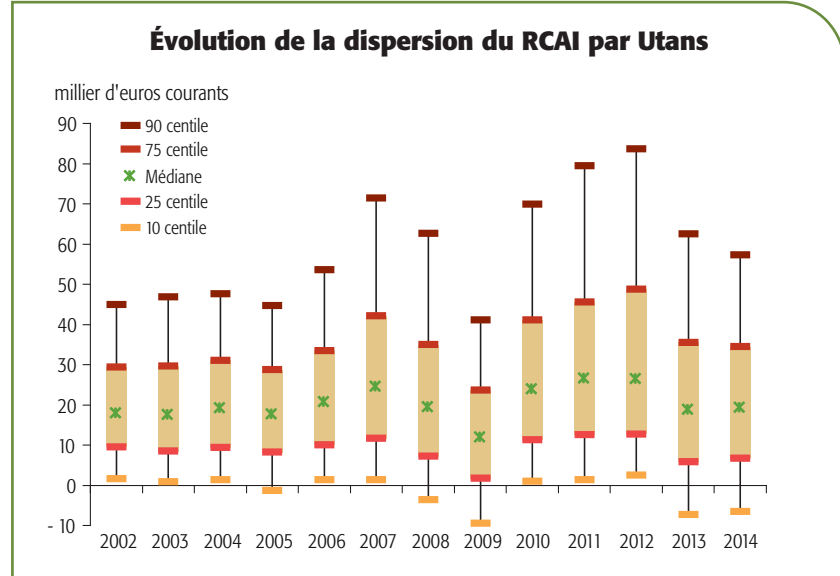
de 1998 et 1999. En maraîchage en revanche, les résultats se dégradent en 2014, suite au repli des prix de nombreux produits. Le RCAI par Utans s'élève à 23 000 €. Quant aux exploitations fruitières, bien que la hausse des volumes vendus compense la baisse des prix de ventes, le RCAI diminue en partie du fait d'une hausse des charges de personnel et s'établit à 21 500 €.

Les disparités de résultats se réduisent en 2014 mais demeurent importantes

Comme en 2013, la dispersion des résultats toutes orientations confondues se contracte en 2014, après plusieurs années où elle s'était sensiblement accrue. L'intervalle entre le quart d'exploitations ayant les RCAI par Utans les plus bas et le quart d'exploitations ayant les plus hauts niveaux (c'est-à-dire l'intervalle interquartile) est de près de 28 000 € en 2014, soit une baisse de 6 % par rapport à 2013. La dispersion des résultats, comme celle de l'EBE, a en effet tendance à augmenter en période de hausse des prix des grandes cultures, et à se contracter en période de baisse des prix. Néanmoins, la dispersion des résultats demeure importante en 2014. Un quart des exploitations ont un RCAI par Utans supérieur à 34 500 € tandis qu'un quart ont un RCAI par Utans inférieur à 6 600 €, soit un rapport de 1 à 5. La moitié des exploitations ont un RCAI par Utans inférieur à 19 200 € en 2014.

Fortes disparités en viticulture et grandes cultures hors COP

Comme les années précédentes, les résultats sont très dispersés pour les exploitations viticoles. En 2014, alors que 25 % des exploitations de cette orientation dégagent un RCAI par Utans inférieur à 15 600 €, les 25 % avec les plus hauts résultats dégagent plus de 71 000 € par Utans, soit un rapport de 1 à 5. La dispersion des résultats est également importante en 2014 pour les exploitations de grandes cultures non spécialisées en COP, pour lesquelles le rapport est de 1 à



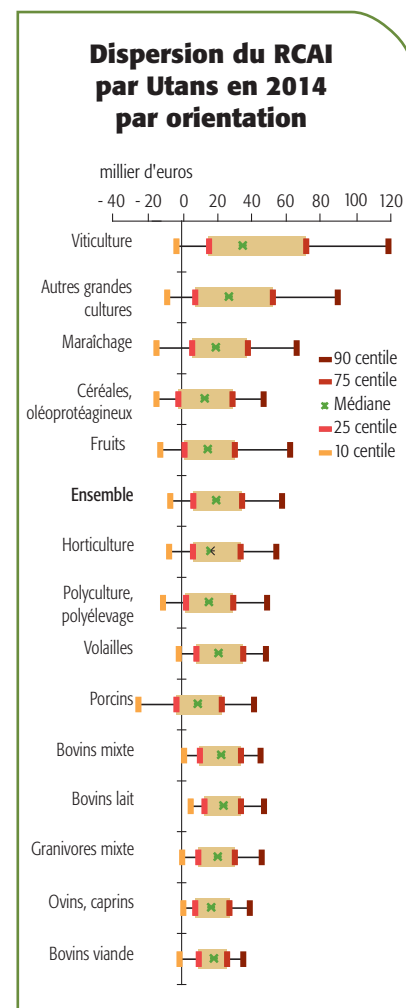
Source : SSP - Agreste - Rica

7 entre le quart avec le RCAI par Utans le plus bas (7 700 €) et le quart des exploitations avec le RCAI par Utans le plus élevé (51 900 €). Pour les exploitations ayant des niveaux de résultats plus faibles en moyenne, les dispersions sont moindres. Les résultats des éleveurs de bovins viande sont les plus resserrés, avec un rapport de 1 à 3 entre le quart inférieur et le quart supérieur en termes de RCAI par Utans.

Une contraction des prélèvements privés et des investissements

Après le point haut de 2012, les prélèvements privés (nets) sont en baisse (- 4 %). À l'inverse, les remboursements d'emprunts sont en légère hausse (+ 4 %), tandis que les charges sociales de l'exploitant sont en très faible hausse (+ 1 %), atteignant 13 300 € en moyenne par exploitation. C'est principalement la forte croissance des cotisations sociales dans les secteurs de l'horticulture, de la viticulture, de la production de fruits et des autres cultures permanentes qui sous-tend cette légère augmentation globale des cotisations sociales des exploitants. Les cotisations sociales sont également en hausse pour l'élevage de bovins ainsi que pour l'élevage d'ovins-caprins. Celles-ci étant calculées sur les trois années précédentes, leur progression

en 2014 s'explique par les niveaux relativement élevés des résultats moyens de ces exploitations entre 2011 et 2013.



Source : SSP - Agreste - Rica

Subventions d'exploitation

En 2014, les subventions sont principalement versées aux exploitations de grandes cultures et aux éleveurs bovins

Les orientations les plus concernées par les subventions sont également celles où les montants moyens de subvention par exploitation sont les plus élevés. Les producteurs de céréales et oléoprotéagineux, les éleveurs de bovins, d'ovins-caprins ainsi que les exploitations spécialisées en polyculture et polyélevage perçoivent toutes des subventions. Ces subventions représentent jusqu'à 37 % du produit de l'exercice (y compris subventions) pour l'élevage de bovins viande.

À l'inverse, l'horticulture, le maraîchage et la viticulture sont moins concernées par les subventions, avec des parts respectives de bénéficiaires de 48 %, 59 % et 63 %. Pour ces activités, pour lesquelles les subventions sont généralement liées à d'autres productions que la production dominante, les subventions occupent une faible part de la production de l'exercice (y compris subventions) : entre 4 % et 7 %, soit une part bien inférieure à celle observée dans l'ensemble de la population (19 %).

Les subventions sont principalement constituées par des paiements uniques (64 % des subventions en moyenne sur la totalité de la population) ; c'est particulièrement vrai pour les exploitations de grandes cultures, pour lesquelles ils constituent plus de 80 % du montant d'aides versées. Viennent ensuite les aides pour le développement rural (ICHN, PHAE et autres MAE) (13 %) puis les aides couplées (12 %) qui constituent la troisième composante. Les aides

couplées sont relativement plus importantes pour les éleveurs de bovins viande et d'ovins-caprins (respectivement 28 % et 20 % en moyenne par exploitation), ainsi que les aides au développement rural (30 % pour les éleveurs d'ovins-caprins et 22 % pour les éleveurs de bovins viande).

Les subventions permettent à près de la moitié des exploitants d'avoir un résultat positif et réduisent la dispersion du RCAI

Sans prise en compte des subventions, 60 % des exploitations agricoles auraient eu un RCAI négatif en 2014, tandis que seulement 16 % d'entre elles ont un RCAI négatif une fois les aides comptabilisées. Le niveau moyen de RCAI est de 36 000 € quand les subventions sont comprises, alors qu'il serait tout juste positif sans prise en compte de celles-ci (600 €).

Les éleveurs de bovins viande sont ceux dont le RCAI est le plus impacté par les aides : tandis que 86 % d'entre eux ont un RCAI hors subvention négatif, ils ne sont plus que 11 % après prise en compte des aides. En 2014, les subventions ont également fortement atténué la baisse du RCAI pour les producteurs de céréales et oléoprotéagineux : en l'absence de subventions, 75 % d'entre eux auraient eu un RCAI négatif alors que cette proportion se réduit à 28 % avec les subventions.

Les subventions tendent également à réduire la dispersion du RCAI : en 2014, 90 % des exploitations totalisent 34 % du RCAI hors subventions, contre 55 % du RCAI y compris subventions.

Subventions perçues et poids des subventions dans le RCAI par OTEX en 2014

Orientation technique	Part des exploitations touchant au moins une subvention %	Subvention totale moyenne par bénéficiaire	Part des subventions dans le total produit de l'exercice + subventions %	Part des exploitations ayant un RCAI hors subventions négatif %	Part des exploitations ayant un RCAI avec subventions négatif %	RCAI moyen hors subventions
Céréales et oléoprotéagineux	100	38 800	22	75	28	- 20 100
Autres grandes cultures	98	47 300	16	51	18	- 300
Maraîchage	59	17 100	7	55	16	26 500
Horticulture	48	17 800	4	64	13	23 300
Viticulture	63	10 100	5	47	12	56 900
Fruits et autres cultures permanentes	87	19 600	10	49	21	14 100
Bovins lait	100	32 900	15	39	6	8 600
Bovins viande	100	42 700	37	86	11	- 19 400
Bovins mixte	100	49 300	21	61	10	- 8 100
Ovins et caprins	100	40 600	36	77	9	- 14 300
Porcins	97	19 700	5	57	29	- 2 300
Volailles	82	21 700	8	51	13	13 300
Granivores mixtes	99	34 600	11	41	10	10 500
Polyculture, polyélevage, autres	100	43 000	21	67	20	- 13 600
Total	91	34 500	19	60	16	600

Source : SSP - Agreste - Rica

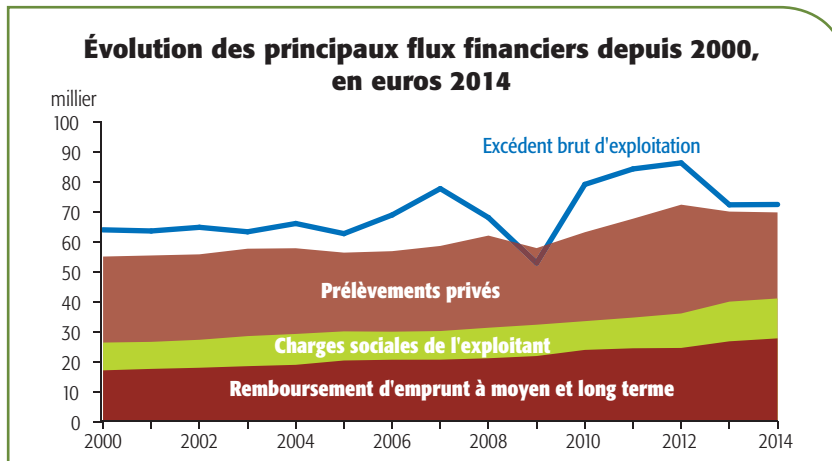


La baisse des investissements qui a débuté en 2013 se poursuit en 2014. Les investissements en matériel et outillage, premier poste d'investissement (27 %), se replie au profit des investissements pour les bâtiments

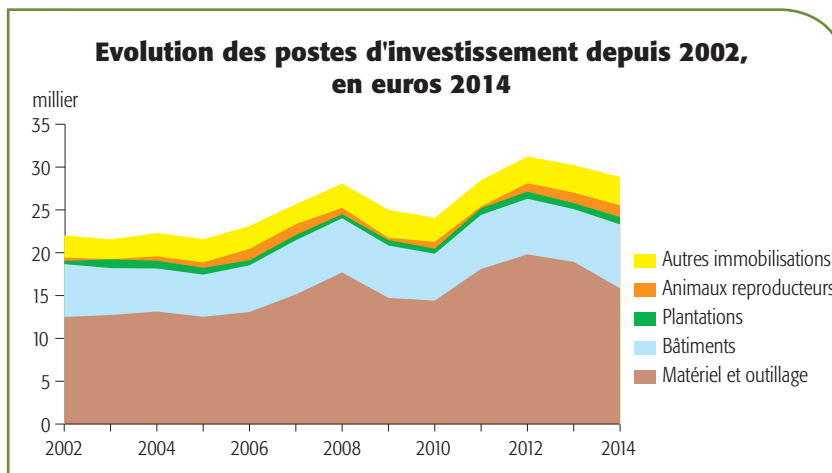
(deuxième poste d'investissement, correspondant à 13 % de l'investissement total moyen). La hausse des investissements en bâtiment ne permet toutefois pas de compenser la baisse sur les autres postes.

La baisse de l'investissement concerne l'ensemble des orientations productives, à l'exception du maraîchage, de la viticulture et de l'horticulture qui connaissent une hausse importante (de plus de 20 %) de





Source : SSP - Agreste - Rica



Source : SSP - Agreste - Rica

►► leurs investissements en 2014, portée par les investissements en bâtiment, mais aussi en matériel et outillage. Leurs niveaux d'investissements moyens étant en revanche inférieurs aux niveaux d'investissements observés dans l'élevage, ces hausses ont un impact limité sur l'évolution globale des investissements.

Des comportements d'endettement très variables selon les orientations productives

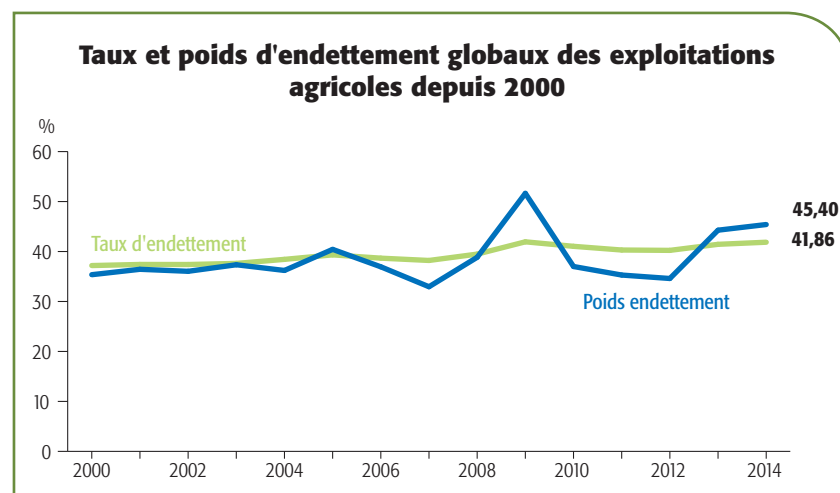
Le taux d'endettement, rapport de l'ensemble des dettes au total de l'actif, poursuit sur sa tendance haussière entamée en 2013, pour atteindre 42 % en 2014. Le poids de la dette représente quant à lui le rapport de la somme des annuités d'emprunts à long ou moyen terme et des intérêts sur l'excédent brut d'exploitation. Il illustre donc la charge constituée par le remboursement des prêts dans le

résultat. Après la forte hausse de 2013, le poids de la dette continue à s'accroître en 2014, mais à un rythme moins marqué. Il atteint 45 %, soit le niveau le plus haut depuis 2000 (hors pic exceptionnel de 2009, à 52 %).

Compte tenu du maintien de l'EBE, la hausse de ces ratios s'explique par la hausse du montant des dettes. En effet, le montant moyen de la dette des exploitations agricoles en 2014 s'accroît de 3 %, à 186 800 €. Cette augmentation est principalement portée par l'élevage porcin, pour lequel l'endettement moyen atteint 425 000 €, soit une hausse de 3 % par rapport à 2013. Il s'agit du niveau le plus élevé de dette par orientation productive, le taux d'endettement étant par ailleurs relativement peu dispersé en élevage porcin. Suivent ensuite l'élevage de volailles, de granivores mixtes, de bovins mixtes et les autres grandes cultures, qui ont un montant moyen de dette aux alentours de 250 000 € en 2014. Parmi les activités d'élevage, seules les activités bovins viande et ovins-caprins ont un niveau moyen de dette assez faible, respectivement à 116 000 € et 106 000 € en 2014. Les horticulteurs voient quant à eux leur dette moyenne augmenter de 10 % en 2014, atteignant ainsi 141 000 €, malgré une forte dispersion de leur taux d'endettement moyen.

Marie-Sophie Dedieu
Annie Delort
Olivier Louveau
Vincent Marcus
Cécile Welter-Nicol

SSP - Sous-direction des synthèses statistiques et des revenus



Source : SSP - Agreste - Rica

Bilan conjoncturel 2015 : des marchés agricoles sous la pression des excédents mondiaux et communautaires

Le climat de la campagne 2014/2015, caractérisé par un printemps doux et sec et un été caniculaire a, dans l'ensemble, favorisé les cultures légumières, viticoles et les céréales à paille, mais pénalisé la pousse de l'herbe dans l'Est, les rendements des grandes cultures récoltées à l'automne et les rendements des fruits d'été.

En 2015, l'abondance de l'offre sur la plupart des marchés mondiaux de matières premières agricoles, à l'exception du sucre, continuera de peser sur les prix, comme en 2014.

Les prix des fruits d'été et des légumes ont été bien orientés en 2015, grâce à une offre limitée et une demande soutenue.

Les vignes ont, dans l'ensemble, été peu affectées par l'épisode caniculaire. Malgré un recul dans l'Est, la récolte a progressé de 2 % par rapport à 2014. Compte tenu des stocks limités, les disponibilités resteraient toutefois modérées, notamment en AOP et les prix pour la campagne 2015-2016 pourraient se maintenir à un niveau élevé.

La collecte laitière française se maintiendra en 2015 à un niveau élevé, proche du record de 2014. Face à une offre mondiale abondante et une demande chinoise en baisse, les prix du lait ont nettement reculé.

Sur les neuf premiers mois de 2015, les productions bovines et ovines se sont accrues. S'agissant des bovins, cette hausse, tirée essentiellement par l'abattage des vaches laitières de réforme, succède à trois années de repli. Avec une offre en hausse, les prix des bovins ont reculé sur les neuf premiers mois, à l'exception des cours des bovins maigres, stables par rapport à 2014.

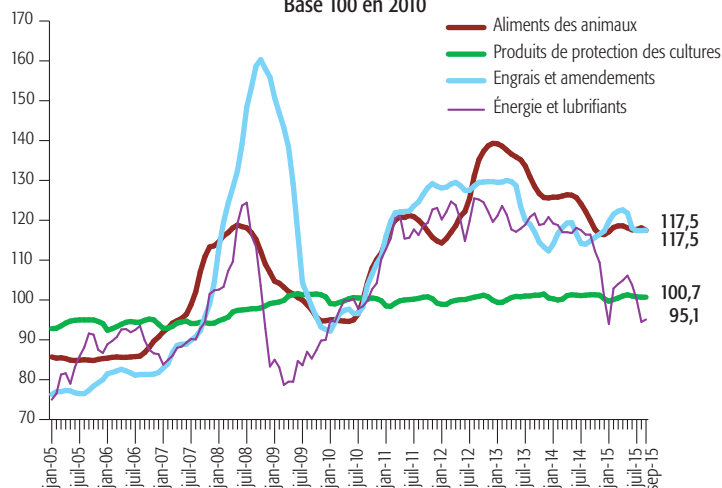
Bien qu'en légère augmentation, la production porcine demeure pénalisée par la perte du marché russe qui n'a pu être compensée en France par une progression des ventes vers d'autres destinations. Face à une offre européenne excédentaire et un ralentissement de la demande, les cours européens et français ont nettement reculé par rapport à 2014.

La production de volailles se redresse légèrement sur les neuf premiers mois, après une année 2014 en berne, grâce à une consommation bien orientée et une légère reprise des exportations de poulets et de canards. Avec une production et des importations en hausse sur les neuf premiers mois de 2015, les cours à la production ont reculé à la fois par rapport à 2014 et par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Sur les neuf premiers mois, seuls les prix des œufs de consommation ont augmenté.

Sur les dix premiers mois de 2015, les prix des intrants achetés par les exploitants agricoles ont baissé par rapport à 2014 ; la chute des cours du pétrole s'est en effet traduite par une diminution de 15 % des prix du poste « Énergie et lubrifiants ». Les prix des aliments pour animaux ont également reculé (- 5 %), en lien avec la baisse des cours des céréales. Le prix des semences et des produits phytosanitaires est resté stable en 2015. Le seul poste des intrants à afficher une hausse en 2015 est celui des engrais, dont les prix ont augmenté de 3 %.

En 2015, les prix de l'alimentation animale toujours en retrait

Impampa (Indice des prix des achats des moyens de productions agricoles)
Base 100 en 2010



Source : SSP - Agreste

Méthodologie

Les résultats économiques présentés ici sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon d'exploitations agricoles dans le cadre du Réseau d'information comptable agricole (RICA) du Service de la Statistique et de la Prospective. Cet échantillon de 7 294 exploitations en 2014 couvre les exploitations moyennes et grandes (production brute standard supérieure à 25 000 euros) en France métropolitaine. A la date de cette publication, les résultats de l'année 2014, établis sur plus de 95 % de l'échantillon, sont quasiment définitifs.

Les principaux indicateurs économiques commentés ici sont l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) et le résultat courant avant impôt (RCAI), par

actif non salarié (Utans). L'EBE correspond schématiquement à la différence entre la valeur de la production de l'année (vendue ou stockée) augmentée des subventions, à laquelle on retire les charges d'exploitations (consommations intermédiaires, charges de personnel, fermages). Le RCAI tient compte quant à lui d'une estimation de la dépréciation des actifs immobilisés (amortissements). Les impôts au titre des bénéfices ou des revenus d'activité, nets des éventuelles réductions ou crédits d'impôt, ne sont pas pris en compte.

Les évolutions sont calculées en termes réels, c'est-à-dire nettes de l'évolution du prix du PIB. Les montants sont arrondis à la centaine d'euros.

Pour en savoir plus...

- Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 15 décembre 2015, en ligne sur le site www.agreste.agriculture.gouv.fr rubrique **Enquêtes/comptes de l'agriculture**

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt - SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

3, rue Barbet de Jouy
75349 Paris 07 SP
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Composition : Brigitte Poullette
Impression : AIN - ministère de l'Agriculture

Dépôt légal : à parution
ISSN : 1760-7132 ■ Prix : 2,50 €
© Agreste 2015



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT